

« En Syrie, la réconciliation prendra du temps »

Frédéric Niel, pour Pèlerin, le 05/05/2017 Article publié dans [Pèlerin n° 7014](#)

Prêtre à Alep, en Syrie, le P. Ziad Hilal, jésuite, de passage à Paris, a livré au magazine Pèlerin ses raisons d'espérer malgré une guerre qui a déjà fait 400 000 morts et des millions de déplacés.



Un père et son fils, évacués des villes de Fuaa et Kafraya, arrivent dans un camp de réfugiés de la banlieue d'Alep, en Syrie, le 21 avril 2017. / GEORGE OURFALIAN/AFP

Pèlerin : Quelle ville allez-vous retrouver en retournant à Alep, où vous êtes prêtre, après avoir vécu six ans dans une autre ville martyre, Homs ?

P. Ziad Hilal : La moitié orientale d'Alep est en bonne partie détruite par les combats, qui ont duré jusqu'à l'évacuation négociée des rebelles en décembre dernier. Il faudra du temps pour que les habitants reviennent : comment vivre sans eau ni électricité ? N'y restent que des familles pauvres qui n'ont nulle part où aller.

La partie ouest, où j'habite, a été moins endommagée par les combats. Mais la vie y est également compliquée. L'eau est régulièrement coupée, parfois plus de vingt jours d'affilée. Certains creusent des puits, où l'on vient s'approvisionner avec des bidons.

Le réseau électrique étant hors-service, chacun compte sur son groupe électrogène. Encore faut-il pouvoir se procurer de l'essence pour les faire fonctionner. Or, les zones pétrolifères de Syrie sont contrôlées par les djihadistes du groupe État islamique (Daech, NDLR), et l'essence importée est visée par les sanctions internationales contre le gouvernement syrien.

La reconstruction est-elle aussi lente à Homs, elle aussi évacuée, en 2014, par les rebelles ?

Z. H. : Tant que la sécurité n'est pas totalement rétablie dans le pays, la reconstruction ne peut pas vraiment démarrer. Seuls quelques quartiers et des bâtiments symboliquement importants pour les habitants, comme les églises ou les mosquées, sont réparés. Beaucoup de gens en sont donc réduits à vivre au milieu des ruines.

Combien reste-t-il de chrétiens sur les 130 000 que comptait Alep en 2011 ?

Z. H. : Environ 30 000 chrétiens vivent encore dans Alep. Les autres sont partis se réfugier à l'étranger ou dans des régions épargnées de Syrie.

Les chrétiens sont-ils particulièrement pris pour cibles ?

Z. H. : L'EI a exécuté des chrétiens et en a kidnappé des centaines à partir de 2015 dans treize villes de la vallée du Khabour, dans le nord du pays. Par ailleurs, nous n'avons plus de nouvelles de trois prêtres et de deux évêques enlevés il y a trois ans. Sans oublier que l'Église en Syrie a donné plusieurs martyrs, comme le père jésuite Frans Van der Lugt, assassiné à Homs en 2014.

Cependant, en général, les chrétiens ne sont pas plus visés que les autres Syriens, en majorité musulmans. La guerre touche tout le monde. Le plus souvent, les chrétiens habitant en territoire contrôlé par l'EI, ou d'autres groupes intégristes, sont contraints de choisir entre la conversion à l'islam et le paiement d'un impôt spécial, assorti d'autres obligations. Beaucoup de chrétiens préfèrent fuir cette oppression.

Après six ans d'une guerre épouvantable, vos paroissiens et vous-mêmes ne vous sentez-vous pas parfois abandonnés de Dieu ?

Z. H. : Ce sont les humains qui produisent la violence. Nous gardons notre espérance en Dieu : si ce n'est pour soi, au moins pour la génération suivante. Dans la Bible, chaque moment difficile incite le peuple de Dieu à se renforcer. En Orient, il arrive encore que les archéologues découvrent des églises souterraines des premiers temps de la chrétienté. Cela nous rappelle que l'Église a survécu aux persécutions et aux violences passées. Il n'y a rien de neuf sous le soleil.

Mais comment continuer à espérer ?

Z. H. : Un compagnon jésuite nous a raconté la ferveur des fidèles massés, pour la messe du dimanche de Pâques, dans la cathédrale latine d'Alep, qui accueillait 1 200 personnes, et dans la cathédrale maronite de la ville, qui n'a pourtant plus de toit. Il m'a dit à quel point le message de Pâques – la mort et la résurrection du Christ – touchait les paroissiens dans leur chair. Nous aussi, les Syriens, nous attendons la résurrection. Même si quelque chose est mort à l'intérieur de nous, on peut essayer de se lever le lendemain, avec le Christ ressuscité.

La société syrienne pourra-t-elle se relever d'une guerre qui a fait environ 400 000 morts et obligé à se déplacer des millions d'habitants ?

Z. H. : La réconciliation prendra du temps. C'est pourquoi il faut l'entreprendre dès maintenant. Des associations catholiques comme le JRS (Jesuit Refugee Service) ou Caritas Syrie sont déjà très actives sur ce terrain. Elles font un travail humanitaire et social formidable. Elles invitent, par exemple, des enfants et des parents de confessions différentes et d'opinions politiques opposées, à dialoguer, à débattre du respect de l'autre, de la non-violence. Des milliers d'enfants ont participé à ce genre de rencontre.

Lorsque la guerre sera terminée, on pourrait s'inspirer d'exemples étrangers pour soigner en profondeur les plaies de la guerre civile, comme la Commission Vérité et Réconciliation créée en Afrique du Sud à la fin de l'apartheid. Les effets des guerres ne sont pas seulement matériels : les pires blessures sont invisibles, elles meurtrissent durablement les esprits.

Il faudra soigner notre société pour la sauver. Soigner les enfants traumatisés, à qui on a mis dans la tête que le voisin était l'ennemi ; les femmes qui ne savent même pas si elles sont veuves ou si leur mari reviendra, et dans quel état ; les hommes incapables de se réadapter à la vie normale parce que la guerre est devenue leur métier... Ce conflit a semé des graines de douleur pour de longues années.

Les interventions étrangères – Russes et Iraniens du côté du régime syrien actuel ; Occidentaux du côté de l'opposition et de certains rebelles – peuvent-elles débloquer la situation ?

Z. H. : Depuis 2011, je pense que la solution doit être politique. Hélas, faute d'une culture du dialogue en Syrie, la violence s'est imposée. Diverses forces étrangères ont alors soutenu les camps rivaux. Malgré les centaines de milliers de morts et les millions de déplacés, je continue de croire qu'une solution politique est possible. Il ne faut jamais renoncer au dialogue. Toute guerre a une fin !

Près de chez nous, la guerre civile au Liban, qui a duré quinze ans, a finalement trouvé une issue négociée par les belligérants. Comme l'a dit le pape François, quand on perd espoir, il faut encore chercher dans cette perte une raison d'espérer.